

## Analyses Bibliographiques

les définitions essentielles des vocables et notions utilisées dans le « champ » de la pauvreté, et en cerne les différentes approches théoriques. On saluera en particulier la présentation de notions peu familières, telles « pauvreté administrative » ou encore « pauvreté de migrations », ainsi que la section consacrée à l'analyse des débats autour de l'altruisme, et celle qui présente la discussion sur l'allocation universelle. On s'étonnera toutefois que, pas plus dans le chapitre consacré aux risques (familiaux, naturels et sanitaires, et politiques), que dans celui qui traite des pistes de réduction des risques relatifs aux pauvretés, l'auteur ne mentionne le rôle historique joué par les assurances sociales et, plus largement les institutions de protection sociale.

La lecture de ce livre incite à la réflexion sur le glissement positiviste, que l'on constate dans nombre d'écrits institutionnels et économiques sur la pauvreté, entre une définition, ou une catégorie construite à des fins d'analyse, et un fait social constaté. Ainsi, classiquement, de la pauvreté monétaire : s'agit-il « d'un phénomène ancien », comme l'énonce l'auteur (p. 43), et donc d'une *réalité* sociale, ou même économique ? Ou bien d'un *point de vue* sur une situation, dont la désignation procède elle-même d'une *construction* ? Et la pauvreté subjective, est-elle, comme l'affirme l'auteur (p. 19), « une autre forme de pauvreté », ou un point de vue sur un état que les chercheurs, observateurs, administrateurs etc., ont qualifié de pauvreté ? Ou encore un sentiment et une forme d'expression des personnes désignées comme pauvres ?

Cet ouvrage donne effectivement à penser que, dans le vaste champ des discours sur la pauvreté, l'économie pas plus qu'aucune autre discipline ne peut s'exempter d'une posture un tant soit peu constructiviste, qui permette de remettre en question des paradigmes apparaissant comme faits d'évidence, ou tout au moins d'en préciser les postulats, les racines et les limites. Ainsi d'affirmations telles que « Les pauvres restent pauvres notamment parce qu'ils ne peuvent pas emprunter sur leurs revenus futurs en vue d'investir dans la production, dans l'éducation de leurs enfants, dans la santé et dans les biens réduisant leur vulnérabilité. Privés de biens publics tels que l'information, les droits légaux, les pauvres peuvent difficilement contribuer à la croissance » (p. 119).

Blandine DESTREMAU  
CNRS/GRASS

**François POLET (coordinateur), *État des résistances dans le Sud. Points de vue du Sud*, Éditions Syllepse, Alternatives Sud, Centre Tricontinental, 2008, 240 pages, ISBN 978-2-84950-14-43, 18 €.**

Cette livraison annuelle souligne deux évolutions majeures des mobilisations dans les trois continents du « Sud », analysées par François POLET dans son éditorial : la multiplication des conflits socio-environnementaux, et la criminalisation des mouvements sociaux. D'un côté, des tensions accrues résultent de la déconnection des territoires et de leurs ressources naturelles, transformées en marchandises pour les marchés internationaux, des besoins et pratiques sociaux, économiques et culturels des populations locales. Au nom du développement, les autorités locales ou nationales négocient souvent avec les opérateurs privés

des contrats d'exploitation – des forêts, des ressources minières, de l'eau, des terres agricoles...– qui ne tiennent pas compte des intérêts des paysans, pêcheurs, pasteurs, voire font preuve de complicité pour satisfaire à leurs propres appétits d'enrichissement ou de reproduction politique. Ces conflits, qui peuvent prendre des allures de guerre civile, se caractérisent par une asymétrie radicale entre des firmes puissantes, économiquement mais aussi militairement, et des communautés isolées, vivant dans des régions retirées, qui tendent à chercher des soutiens auprès des réseaux internationaux.

De l'autre côté, la répression est de plus en plus utilisée pour étouffer ces contestations, tant par les gouvernements que par les firmes multinationales exploitantes. Dans les différents continents, les rapports nationaux qui composent ce volume soulignent un rétrécissement des espaces démocratiques, un durcissement des législations, un raidissement autoritaire sous couvert de lutte contre le terrorisme, et bien souvent sous l'impulsion des États-Unis. Pouvoirs démocratiques et régimes autoritaires ont « décodé » les changements de priorité de la communauté internationale et en ont tiré argument pour multiplier les entraves aux activités des organisations sociales et politiques indépendantes ou contestataires. Les sociétés dans lesquelles les organisations de la société civile, les acquis de la démocratie et les espaces de liberté sont les plus fragiles, sont les plus exposées à cette recrudescence de répression. Les attitudes nationalistes de certains régimes dans des arènes internationales, où ils tentent de modifier des rapports de force défavorables à leurs administrés, compliquent les données d'un jeu ambigu dans lequel ces mêmes régimes, auréolés de leur légitimité internationale, peuvent mettre en œuvre des politiques autoritaires et néolibérales dans leurs propres pays.

L'ouvrage est construit en quatre parties, dans lesquelles des textes courts, pour la plupart traduits, traitant des mobilisations dans une trentaine de pays, et introduits par un article récapitulatif, soulignent à la fois la diversité des situations et les tendances régionales. Son apport le plus précieux, pour les non familiers de la question, est probablement qu'il contribue à situer dans le cadre d'enjeux économiques et politiques, et non seulement territoriaux et tribalo-militaires, des conflits qui tous proclament que la « mondialisation » n'est que le masque d'un projet de re-subordination du Sud aux intérêts du Nord.

Blandine DESTREMAU  
CNRS/GRASS

**Social Watch, - Report 2007 : *In dignity and rights : making the universal right to social security a reality*. « À citizens global progress report on poverty eradication and gender equity », Instituto del Tercer Mundo, Montediveo, Uruguay, 2007, ISSN : 0797-9231, 247 pages, 20 \$.**

Il est des parutions qui remplissent le cœur d'espoir, qui soulèvent l'admiration et nourrissent l'envie de se mobiliser... C'est le cas de celle-ci : la sécurité sociale, dans son acception large mais rigoureuse, fait l'objet du rapport 2007 de Social Watch, une initiative internationale des organisations de la société civile impliquées dans les processus de suivi des résolutions des Nations Unies par